

Bulletin d'histoire politique

Sous la direction de Éric Bédard et Serge Cantin avec la collaboration de Daniel Lefevre, L'histoire nationale en débat. Regard croisés sur la France et le Québec, Paris, France, Riveneuve Éditions, 2010, 240 p.

Pierre Tousignant

Les femmes en politique québécoise depuis 50 ans
Volume 20, numéro 2, hiver 2012

URI : [id.erudit.org/iderudit/1055954ar](https://doi.org/10.7202/1055954ar)
<https://doi.org/10.7202/1055954ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique et VLB éditeur

ISSN 1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique, VLB Éditeur, 2012. Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

Tousignant, P. (2012). Sous la direction de Éric Bédard et Serge Cantin avec la collaboration de Daniel Lefevre, L'histoire nationale en débat. Regard croisés sur la France et le Québec, Paris, France, Riveneuve Éditions, 2010, 240 p.. *Bulletin d'histoire politique*, 20(2), 212–215. <https://doi.org/10.7202/1055954ar>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Sous la direction de Éric Bédard et Serge Cantin,
avec la collaboration de Daniel Lefeuve, *L'histoire nationale en débat. Regards croisés sur la France et le Québec*, Paris, France, Riveneuve Éditions, 2010, 240 p.

PIERRE TOUSIGNANT
Professeur honoraire
Université de Montréal

Le présent ouvrage est le fruit d'un colloque organisé sous l'égide de la Chaire d'études du Québec contemporain de l'Université de la Sorbonne nouvelle (Paris III) et fut tenu en ce lieu les 29 et 30 avril 2009. L'organisation de cette rencontre a été rendu possible grâce au soutien financier de cette même université et à la coopération de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ), du Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), de la Télé-Université de l'Université du Québec à Montréal (TELUQ) ainsi que de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

Le titre du livre définit bien l'objet de ce colloque qui a donné lieu à l'échange de « regards croisés » sur les thèmes de l'histoire et de l'identité nationale entre universitaires français et québécois ayant pour la plupart une formation d'historien et avec lesquels furent associés quelques collègues de sociologie et de science politique. Au total une douzaine de présentations ont été retenues pour constituer les « Actes académiques ».

Leur répartition en quatre principales divisions thématiques respectivement intitulées « Le sort de l'histoire nationale », comme première partie, suivie de « La mémoire des nations », puis de « Usages et mésusages de l'histoire nationale » et, finalement, les rapports entre « Nationalisme et multiculturalisme » a facilité l'ordonnance des différents exposés des participants.

Des cinq contributions françaises, mentionnons l'exposé présenté conjointement par les professeurs Daniel Lefevre et Michel Renard et intitulé « L'identité nationale. Enjeux politiques et controverse académique » (p. 31-56). L'approche démonstrative choisie par les auteurs se fonde essentiellement sur la problématique des profonds liens historiques qui sous-tendent la formation de la nation française et le développement de l'identité nationale de sa population.

Parmi les sept contributions proprement québécoises, nous en avons sélectionné trois qui nous paraissent les plus susceptibles de retenir l'attention à différents égards. Nous passons d'abord en revue celle de Serge Cantin, professeur titulaire de philosophie à l'UQTR et chercheur au Centre interuniversitaire d'études québécoises, puis celle de Jacques Beauchemin, professeur titulaire au département de sociologie de l'UQAM, avant de nous attarder finalement sur la singulière présentation de l'historien Éric Bédard.

Ayant intitulé sa communication « De quelques obstacles à une histoire nationale au Québec et en France » (p. 17-29), Serge Cantin engage la réflexion sur l'étude comparative des différents questionnements que suscitent les débats identitaires qui agitent, au sens fort du terme, les milieux intellectuels français et québécois en ce tournant du XIX^e siècle où une nouvelle aire de mondialisation menace de remettre en question le destin national de nombreux peuples. Se définissant comme « Québécois francophone *de souche* », Serge Cantin avoue être préoccupé par le danger de survivance qui « traverse en contrepoint » l'histoire de la nationalité canadienne-française et pèse lourdement sur son destin. Inspiré par les considérations de l'écrivain d'origine tchèque Milan Kundera sur la vulnérabilité des « petites nations » qui, « confrontées à l'arrogante ignorance des grands, voient leur existence perpétuellement menacée ou mise en question », l'historien philosophe éprouve le sentiment d'appartenir à « une nation toujours incertaine d'elle-même ». Et de son point de vue « la France n'échappe plus elle-même à l'inquiétude identitaire et à l'interrogation ouverte sur son destin national ». Si, « hier encore », « forte de son passé glorieux, elle pouvait se croire... une grande nation », la réalité des nouveaux rapports de force à l'échelle européenne et planétaire l'oblige à remettre en question ses « dernières illusions » à cet égard.

Pour sa part, le sociologue Jacques Beauchemin porte un regard critique, empreint de causticité, sur les « paradoxes » de « l'insoutenable légèreté » « du rapport à l'histoire au Québec » (p. 79-102). L'intitulé de son texte renvoie au titre d'un célèbre roman de Milan Kundera *L'insoutenable légèreté de l'être* où l'auteur s'interroge sur les liens que l'être humain entretient avec ses expériences de vie. Ainsi Jacques Beauchemin se questionne-t-il sur *l'ambivalente relation* du citoyen québécois francophone vis-à-vis de sa propre histoire nationale depuis l'avènement de la révolution tranquille

des années 1960 et de ses conséquences au cours du dernier demi-siècle. Jusqu'alors, il y avait au Québec convergence des opinions pour reconnaître l'existence d'une collectivité spécifiquement canadienne-française, d'un nous collectif, dont l'histoire séculaire remontait à la colonisation de la France en Amérique du Nord. Mais les aléas de cette éprouvante aventure coloniale devaient peser lourdement sur le destin national des Québécois francophones. C'est ainsi qu'après avoir connu une période d'effervescence dans les années 1960 dont l'aboutissement fut la revendication de « l'égalité entre les deux peuples fondateurs » des Canadas français et anglais¹, la diversification de plus en plus manifeste des composantes socio et ethnoculturelles de la société québécoise généra une insidieuse crise identitaire qui allait remettre en question les fondements mêmes du nationalisme canadien-français et, conséquemment, selon l'hypothèse soutenue par Jacques Beauchemin, « entraver... la formation d'un sujet politique québécois suffisamment consistant pour avancer le projet de sa pleine réalisation dans la souveraineté politique ».

Le dernier texte à retenir notre attention est celui d'Éric Bédard intitulé « L'histoire nationale au Québec. L'héritage impossible » (p. 57-76) dont le ton vindicatif contraste singulièrement avec le caractère pondéré de l'ensemble des exposés des participants au colloque. Loin de s'en tenir à l'objectif annoncé dans la présentation générale de l'ouvrage, soit de faire « comprendre l'éclipse de l'histoire nationale... dans la recherche académique » (p. 12), ce professeur à la Télé-Université de l'UQAM se livre à une outrancière charge contre le soi-disant « structuralisme paralysant de Maurice Séguin » (sous-titré en gras, p. 66) qui, supposément, aurait « complètement discrédité l'histoire empirique et humaniste ». Non seulement pareille glose interprétative est-elle mal fondée mais également en porte-à-faux avec la réelle influence et la véritable portée de l'œuvre du maître à penser de l'École d'interprétation néo-nationaliste de l'Institut d'histoire de l'Université de Montréal.

Le long et diffus réquisitoire d'Éric Bédard, qui couvre plus de la moitié de son texte, a été intentionnellement concocté afin de dénoncer et mettre en cause le « système de normes » du théoricien du néo-nationalisme qui, par son « structuralisme matérialiste », aurait « coupé les ailes de l'historiographie nationale » (p. 74) et ainsi entravé le développement de la recherche universitaire. Comment prendre au sérieux l'inanité d'une telle imputation de la part d'un historien qui, ayant reçu sa formation à l'Université de Montréal, sait pertinemment que le « système séguinien » a été conçu et élaboré dans les années 1950, à l'aube de la Révolution tranquille, pour servir de fondement conceptuel à une approche normative de l'évolution historique des deux Canadas, français et anglais, depuis la Conquête de 1760? Loin d'avoir « paralysé » la recherche académique, l'École d'interprétation néo-nationaliste a grandement contribué à redynamiser

l'enseignement de l'histoire nationale au Québec. Faut-il rappeler à Éric Bédard qu'à l'époque de la rédaction de son mémoire de maîtrise sous la direction du professeur René Durocher, au milieu des années 1990, il avait une plus juste appréciation et une plus haute opinion de l'équipe fondatrice de l'Institut d'histoire: «À l'Université de Montréal, remarquait-il, Maurice Séguin et ses collègues Guy Frégault et Michel Brunet enseignent une nouvelle histoire du Canada qui débouche sur des perspectives neuves du devenir de la nation québécoise»².

Il s'agit là d'un énoncé qui, *alors*, cadrerait expressément avec les objectifs poursuivis par l'École d'interprétation néo-nationaliste de renouveler l'enseignement de l'histoire nationale québécoise. Et si, depuis quelques décennies, l'on ne peut que déplorer «la marginalisation» de ses aspects proprement politiques, la raison fondamentale provient de la situation dans laquelle se trouve la société québécoise elle-même comme l'a bien diagnostiqué Jacques Beauchemin dans son texte présenté au colloque. Après avoir subi un double échec référendaire, au printemps 1980 puis à l'automne 1995, «le sujet politique québécois n'existe que de manière virtuelle n'étant pas parvenu à affirmer son autonomie politique». Et, conformément au «système normatif séguinien», ce sociologue avisé en vient à conclure en «la nécessité pour le sujet politique d'être maître et possesseur de l'histoire nationale» (p. 85).

Notes et références

1. «Idée maîtresse» mise de l'avant par la mémorable Commission royale d'enquête Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme.
2. Éric Bédard, *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1998, p. 22. Il s'agit de son mémoire de maîtrise déposé en septembre 1996.